

re: le point capital, pour le prolétariat, était de la conduire dans le sens de son propre renforcement et toujours en liaison avec les fluctuations de la lutte internationale. — Dans son acceptation générale de phase de la période transitoire, la NEP est génératrice d'agents de l'ennemi capitaliste au même titre que l'économie de transition elle-même — pas davantage — dans la mesure donc où elle n'est pas maintenue sur une ferme ligne de classe. — C'est encore et toujours la politique prolétarienne qui reste le facteur décisif. Sur cette base seulement, peut être analysée l'évolution de l'état soviétique. Nous y reviendrons.

..

Dans les limites historiques assignées au programme économique d'une révolution prolétarienne, ses points fondamentaux peuvent être résumés comme suit: a) la collectivisation des moyens de production et d'échange déjà « socialisés » par le capitalisme; b) la monopolisation du commerce extérieur par l'Etat prolétarien, arme économique d'une importance décisive; c) un plan de production et de répartition des forces productives s'inspirant des caractéristiques structurelles de l'économie et de la fonction spécifique qu'elle sera appelée à exercer au sein de la division mondiale et socialiste du travail, mais qui doit mettre en évidence la réalisation de normes vitales destinées à renforcer la position matérielle du prolétariat dans le processus économique et social; d) un plan de liaison avec le marché capitaliste mondial, appuyé sur le monopole du commerce extérieur et visant à l'obtention des moyens de production et des objets de consommation déficients, et qui doit être subordonné au plan fondamental de production, les deux directives essentielles devant être de contenir la pression et les fluctuations du marché mondial et d'empêcher l'intégration de l'économie prolétarienne à ce marché.

Il est évident que si la marche de réalisation d'un tel programme dépend, dans une certaine mesure, du degré de développement des forces productives et du niveau culturel des masses ouvrières, elle se règle cependant essentiellement sur la puissance politique du prolétariat, la solidité de son pouvoir, le rapport des classes à l'échelle nationale et interna-

tionale sans qu'aucune dissociation puisse évidemment être faite entre facteurs matériels, culturels, politiques, qui s'interpénètrent étroitement. Mais, nous répétons, que pour ce qui est, par exemple, du mode d'appropriation des richesses sociales, si la collectivisation est une mesure juridique aussi nécessaire à l'instauration du socialisme que le fut l'abolition de la propriété féodale à l'instauration du Capitalisme, elle n'entraîne pas automatiquement le bouleversement du processus de la production. Engels nous avait déjà mis en garde contre cette tendance à considérer la propriété collective comme la panacée sociale, lorsqu'il montra qu'au sein de la société capitaliste « ni la transformation en société » par actions, ni la transformation en « propriété de l'Etat, moderne, qu'elle » qu'en soit la forme, est une machine » essentiellement capitaliste, l'Etat des » capitalistes, le capitaliste collectif » idéal. Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un véritable » capitaliste collectif, plus il exploite de » citoyens. Les travailleurs restent des » salariés, des prolétaires. Le capitalisme n'est pas supprimé, il est, tout au » contraire, poussé à l'extrême. Mais au » point extrême, il prend un autre tour. » L'Etat propriétaire des forces productives n'est pas la solution du conflit. » mais il renferme le moyen formel, l'analyse par où peut être saisie la solution. » (Anti-Dühring). Et Engels ajoute que la solution consiste à saisir la nature et la fonction des forces sociales qui agissent sur les forces productives, pour ensuite les soumettre à la volonté de tous et transformer les moyens de production de « maîtres despotiques en serviteurs dociles ».

Cette volonté collective, c'est évidemment le pouvoir politique du prolétariat qui peut seul la déterminer et faire que le caractère social de la propriété soit transformé, qu'elle perde son caractère de classe.

Les effets juridiques de la collectivisation peuvent d'ailleurs être singulièrement limités, par une structure économique arriérée et celle-ci, par conséquent, rend encore plus décisif le facteur politique.

En Russie il existait une masse énorme d'éléments capables d'engendrer une nouvelle accumulation capitaliste et une

différenciation dangereuse des classes auxquelles le prolétariat ne pouvait parler que par la plus énergique des politiques de classe, seule capable de garder l'Etat pour la lutte prolétarienne.

Il est indéniable qu'avec le problème agraire, celui de la petite industrie constitue la pierre d'achoppement pour toute dictature prolétarienne, un lourd héritage que le capitalisme transmet au prolétariat et qui ne disparaît pas par simples décrets. On peut même affirmer que le problème central qui s'imposera à la révolution prolétarienne dans tous les pays capitalistes (sauf peut-être en Angleterre), c'est la lutte la plus implacable contre les petits producteurs de marchandises et les petits paysans, lutte d'autant plus ardue qu'il ne pourra être question d'exproprier ces couches sociales par la violence. L'expropriation de la production privée n'est économiquement réalisable que par rapport aux entreprises qui sont déjà centralisées et « socialisées » et non par rapport aux entreprises individuelles que le prolétariat est encore incapable de gérer à moins de frais et de rendre plus productives, auxquelles donc il ne peut se relier et qu'il ne peut contrôler que par la voie du marché; c'est là un truchement nécessaire pour organiser la transition du travail individuel au travail collectif. De plus, il est impossible d'envisager la structure de l'économie prolétarienne d'une manière abstraite, comme une juxtaposition de types de production à l'état pur, basés sur des rapports sociaux opposés, « socialistes », capitalistes ou précapitalistes et qui évolueraient uniquement sous l'action de la concurrence. C'est là la thèse du centrisme qui fut reprise de Boukharine, qui considérait que tout ce qui était collectivisé devenait « ipso-facto » socialiste et que par là, le secteur petit-bourgeois et paysan était inévitablement entraîné dans le giron du « socialisme ». Mais en réalité, chaque sphère de production porte plus ou moins profondément l'empreinte de son origine capitaliste et il n'y a donc pas juxtaposition, mais interpénétration d'éléments contradictoires qui se combattent sous la poussée d'une lutte des classes se développant avec encore plus d'acharnement, bien que sous des formes moins brutales que pendant la période de guerre civile ouverte. Dans cette ba-

taille, le prolétariat, appuyé sur l'industrie collectivisée, doit avoir pour directive de soumettre à son contrôle, jusqu'à leur anéantissement total, toutes les forces économiques et sociales du capitalisme, déchu politiquement. Mais il ne peut commettre la mortelle erreur de croire que, parce qu'il a nationalisé la terre et les moyens de production fondamentaux, il a élevé un barrage infranchissable à l'activité des agents bourgeois: le processus, aussi bien politique qu'économique, poursuit son cours dialectique et le prolétariat ne peut l'orienter vers la société sans classes qu'à la condition de se renforcer intérieurement comme extérieurement.

La question agraire est certainement une des données essentielles du problème complexe des rapports entre prolétariat et petite bourgeoisie tel qu'il se pose après la Révolution. Rosa Luxemburg marquait fort justement que même le prolétariat occidental au pouvoir, agissant dans les conditions les plus favorables dans ce domaine « se casserait plus d'une dent sur cette dure noix, avant d'être seulement sorti des plus grosses parmi les mille difficultés complexes de cette besogne gigantesque. »

Il n'est donc pas question pour nous de trancher ce problème, même dans ses lignes essentielles, et nous nous bornons à en poser les éléments fondamentaux: la nationalisation intégrale du sol et la fusion de l'industrie et de l'agriculture.

La première mesure est un acte juridique parfaitement réalisable, immédiatement après la prise du pouvoir, parallèlement avec la collectivisation des grands moyens de production, tandis que la seconde ne peut être qu'un produit du processus d'ensemble de l'économie, un résultat qui s'intègre à l'organisation socialiste mondiale. Ce ne sont donc pas deux actes simultanés, mais échelonnés dans le temps, le premier conditionnant le second et les deux réunis, conditionnant la socialisation agraire. En soi, la nationalisation du sol ou abolition de la propriété privée n'est pas une mesure spécifiquement socialiste, mais avant tout bourgeoise, permettant de parachever la révolution bourgeoise-démocratique.

Conjugée avec la jouissance égale de la terre, elle constitue l'étape la plus révolutionnaire, la plus extrême de cette